

SENATO DELLA REPUBBLICA

— XV LEGISLATURA —

Doc. **XII-bis**
n. 1

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 776 (*)

Sulle nuove sfide di una politica estera, di sicurezza e di difesa
comune europea – Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 19 settembre 2006

SENATO DELLA REPUBBLICA

XV LEGISLATURA

Doc. XII-bis
N. 1

ASSEMBLEA DELL'UNIONE DELL'EUROPA OCCIDENTALE ASSEMBLEA INTERPARLAMENTARE EUROPEA DELLA SICUREZZA E DELLA DIFESA

Parte I della 52^a Sessione ordinaria
(Parigi, 19-21 giugno 2006)

Raccomandazione n. 776 (*)

Sulle nuove sfide di una politica estera, di sicurezza e di difesa comune europea – Risposta alla relazione annuale del Consiglio

Annunziata il 19 settembre 2006

L'ASSEMBLÉE,

(i) Se félicitant de la transmission en temps opportun de la deuxième partie du Cinquante et unième rapport annuel du Conseil à l'Assemblée qui, malgré sa minceur, a le mérite de saluer le rôle joué par l'Assemblée pour animer le débat, contribuer à l'information et asseoir la légitimité des décisions nationales au profit d'une PESD active et permettre de mieux faire connaître auprès du grand public le rôle joué par l'UE pour la sécurité de ses citoyens;

(*) Adoptée par l'Assemblée le 19 juin 2006, au cours de sa première séance plénière, sur la base du projet de recommandation amendé.

(ii) Se félicitant également de la transmission en temps opportun des réponses du Conseil aux Recommandations n. 767 à 775, dont plusieurs ont un contenu plus substantiel que précédemment;

(iii) Regrettant néanmoins que, d'après sa réponse à la Question écrite n° 393, le Conseil n'ait pas l'intention de reprendre le débat sur le recours à la dissuasion nucléaire contre les pays qui soutiennent le terrorisme et sur l'idée de créer une force de dissuasion nucléaire européenne que le Président français a relancée dans son discours du 19 janvier 2006, tandis que plusieurs hommes politiques, en France et au Royaume-Uni, ont souligné l'import-

tance de l'ouverture d'un débat politique sur le rôle futur de la dissuasion nucléaire;

(iv) Préoccupée par les menaces persistantes que font peser le terrorisme international ainsi que le développement et la prolifération des armes de destruction massive (ADM) et leurs vecteurs, notamment à propos de l'Iran, étant donné le soutien actif apporté par ce pays aux actions terroristes, ses tentatives pour dissimuler les objectifs de ses ambitions nucléaires, le discours agressif tenu par ses dirigeants et le développement de ses capacités en matière de missiles;

(v) Se félicitant que l'UE-3 et les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations unies, se soient mis d'accord sur un nouvel ensemble de propositions devant constituer la base de la reprise des négociations avec l'Iran et ayant été accueilli positivement lors de sa présentation à Téhéran début juin;

(vi) Rappelant qu'il est de la plus haute importance de maintenir l'unité de la communauté internationale, au sein du Conseil de sécurité des Nations unies et, en particulier, au sein de l'Union européenne, s'agissant des mesures à prendre en cas d'échec des efforts pour trouver une solution diplomatique au conflit avec l'Iran;

(vii) Consciente de ce que les différends qui ont opposé récemment la Russie à certains membres de la Communauté des Etats indépendants à propos des livraisons de gaz, ainsi que la possibilité d'une nouvelle crise dans la région du Golfe ne font que renforcer la tendance à considérer de plus en plus les problèmes de l'approvisionnement énergétique futur de l'Europe dans une optique sécuritaire;

(viii) Se félicitant de l'approche adoptée par le Conseil européen, qui tend à rechercher des solutions de coopération universelles, dans le secteur de l'énergie, associant pays consommateurs et producteurs, et à diversifier les approvision-

nements énergétiques en ouvrant le Traité sur la Charte de l'énergie à de nouveaux signataires et en achevant les négociations sur le Protocole relatif au transit de la Charte de l'énergie;

(ix) Soulignant combien il est important pour la stabilisation des pays des Balkans occidentaux que l'Union continue de garantir que leurs perspectives d'adhésion ne sont pas remises en cause par la crise constitutionnelle que traverse l'UE;

(x) N'oubliant pas, cependant, qu'il est capital de résoudre les graves problèmes politiques, économiques et de sécurité liés à la criminalité organisée dans tous les pays de la région, laquelle devient une source majeure d'activités criminelles dans les pays membres de l'UE;

(xi) Convaincue que la pleine coopération avec le Tribunal pénal international de La Haye est la condition sine qua non de la poursuite du processus de pré-adhésion dans tous les pays des Balkans occidentaux et approuvant par conséquent la décision de l'UE de suspendre les négociations sur un accord de stabilisation et d'association avec la Serbie et le Monténégro en raison de l'échec de Belgrade à arrêter le Général Ratko Mladic et Radovan Karadzic;

(xii) Se félicitant qu'un référendum sur l'indépendance du Monténégro ait pu se dérouler avec succès et être reconnu et qu'un mandat de négociation distinct ait été proposé par l'UE le 12 juin;

(xiii) Soulignant l'importance, compte tenu des négociations en cours sur le futur statut du Kosovo, de la mise en oeuvre du mandat confié à la Présidence autrichienne d'entamer les préparatifs d'une éventuelle mission de PESD dans cette province en coopération avec l'OTAN;

(xiv) Notant la réponse détaillée fournie par le Conseil à la Recommandation n° 768, dans laquelle celui-ci informe l'Assemblée de plusieurs activités de l'UE dans

le cadre de la stratégie de l'UE pour l'Afrique, mais d'autant plus de constater que cette réponse ne dit rien de l'état des préparatifs en vue d'une nouvelle opération autonome de l'UE (EUFOR RD Congo) en République démocratique du Congo (RDC), qui doit être lancée suite à la demande faite par les Nations unies le 27 décembre 2005, en vue de garantir la sécurité lors des prochaines élections prévues dans ce pays;

(xv) Soulignant qu'une telle opération, comportant des risques majeurs et laissant des questions essentielles sans réponse, nécessite un solide soutien parlementaire et public, et que l'échec des autorités compétentes à fournir les informations appropriées aux parlementaires sur le processus de prise de décision pertinent tant au niveau européen qu'au niveau national est tout à fait inacceptable et constitue un exemple concret du déficit démocratique existant dans le domaine de la PESD;

(xvi) Préoccupée par la persistance d'une situation humanitaire désastreuse dans la province du Darfour au Soudan, qui exige de l'UE et de l'OTAN qu'elles intensifient leurs efforts communs pour soutenir plus efficacement les activités de maintien de la paix de l'UA et de l'ONU dans cette région;

(xvii) Constatant avec une vive inquiétude la façon dont toute opposition démocratique est réprimée au Belarus, ce pays demeurant, après comme avant les " élections " présidentielles du 19 mars 2006, l'une des dernières dictatures d'Europe;

(xviii) Préoccupée par les relations difficiles de la Russie avec plusieurs pays membres de la Communauté des États indépendants (CEI), en particulier la Géorgie, où la situation en Ossétie du Sud et en Abkhazie demeure très délicate;

(xix) Soulignant qu'il importe de surveiller attentivement l'évolution des événements en Transnistrie et de faire le bilan

de la Mission d'assistance de l'UE à la frontière entre la Moldova et l'Ukraine lancée le 30 novembre 2005;

(xx) Soulignant qu'il importe de suivre de plus près l'évolution de la coopération entre l'UE et l'ONU compte tenu du détachement d'un officier de liaison de l'UE au siège des Nations unies à New York et d'évaluer les consultations régulières au sein du Comité directeur UE-ONU afin d'être informé en temps opportun d'éventuelles demandes de l'ONU concernant des opérations de PESD;

(xxi) Profondément convaincue que les problèmes posés par la mise en oeuvre d'un partenariat stratégique entre l'UE et l'OTAN doivent être étudiés sérieusement pour éviter toute compétition et vaincre les obstacles institutionnels et politiques qui empêchent encore l'établissement d'une relation de coopération constructive entre les deux organisations;

(xxii) Persuadée que la relance du débat sur le gel de l'élargissement de l'UE dans l'attente de la mise au point définitive des réformes institutionnelles de l'UE ne doit pas empêcher la pleine participation des pays candidats et des membres européens de l'OTAN non membres de l'UE à la coopération européenne en matière de sécurité, aux structures de la PESD et aux opérations organisées dans le cadre de la PESD;

(xxiii) Reconnaisant les progrès indéniables et constants accomplis par l'UE en ce qui concerne le développement de ses instruments de PESD — tels que les Objectifs globaux militaire et civil, le concept de groupement tactique, l'Agence européenne de défense (AED) et la Cellule civilo-militaire — et la gestion de missions de PESD, actuellement au nombre de onze, dans différentes régions;

(xxiv) Préoccupée néanmoins par les difficultés persistantes à se mettre d'accord sur l'objet même de la PESD et sa portée géographique, ainsi que sur les

contributions appropriées à son mécanisme de financement et sur le contrôle démocratique de ce dernier;

(xxv) Constatant la lourde charge de travail du Haut représentant et Secrétaire général de l'UEO et les multiples tâches qui lui incombent dans le domaine de la PESD et de la PESD;

(xxvi) Regrettant la faible sensibilisation du public à l'importance et aux implications des engagements militaires et civils de l'UE au titre de la PESD pour le bien des citoyens et dans l'intérêt de leur sécurité future;

(xxvii) Persuadée que tant que l'issue du débat en cours sur la crise constitutionnelle de l'UE reste incertaine, il est nécessaire que tous les pays européens soient unis par une vision commune et développent un esprit de solidarité car c'est sur cette base qu'ils pourront mettre en oeuvre des politiques concrètes et des actions communes permettant à l'Europe de relever les défis de ce siècle en maintenant et en défendant sa position dans le monde;

(xxviii) Convaincue également de la nécessité, dans la période actuelle, d'un solide partenariat entre tous les parlements nationaux, l'Assemblée de l'UEO et le Parlement européen en vue de surveiller et de soutenir les dispositions prises au sein des institutions européennes et au niveau intergouvernemental sur les questions vitales en matière de sécurité et de défense et d'assurer un lien essentiel entre les citoyens et l'opinion publique,

I. RECOMMANDE AU CONSEIL D'INVITER LES PAYS DE L'UEO A:

1. Soutenir de concert une solution diplomatique au différend avec l'Iran concernant le programme nucléaire de ce pays en s'appuyant sur le paquet de propositions qui lui ont été présentées début juin par la France, l'Allemagne, le Royau-

me-Uni, la Chine, la Fédération de Russie et les Etats-Unis;

2. Adopter, en coordination avec l'OTAN, un plan d'urgence à appliquer en cas d'échec à trouver une solution diplomatique au conflit avec l'Iran et informer régulièrement de l'évolution de ce dossier toutes les institutions parlementaires nationales et européennes compétentes;

3. Encourager l'Union européenne à continuer de rechercher des solutions de coopération universelles dans le domaine de l'énergie associant les pays consommateurs et les pays fournisseurs et inviter instamment la Russie à ratifier le Traité de 1998 sur la Charte de l'énergie;

4. Exhorter la Bulgarie et la Roumanie à faire des efforts supplémentaires pour satisfaire aux critères d'adhésion fixés par l'Union européenne qui n'ont pas encore été remplis, de manière à pouvoir intégrer l'Union au 1er janvier 2007, et engager tous les pays membres de l'UE qui ne l'ont pas encore fait à ratifier les traités d'adhésion à l'UE de la Bulgarie et de la Roumanie;

5. Demander instamment à tous les Etats de la région de coopérer pleinement avec le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie, et exhorter notamment la Serbie à prendre des mesures supplémentaires pour arrêter Ratko Mladic et Radovan Karadzic et les livrer au Tribunal de La Haye;

6. Clarifier en temps utile le rôle qui pourra être assigné à la PESD au Kosovo et les modalités d'une coopération avec l'OTAN;

7. Veiller à ce que la mission de l'UE en République démocratique du Congo (EUFOR RD Congo) soit mise en oeuvre avec succès en vue de contribuer à la stabilisation de cet important pays d'Afrique centrale après des années de guerre sanglante;

8. S'assurer également que les parlements et l'opinion publique soient désormais mieux informés des préparatifs de missions de ce type de manière à mieux faire comprendre les objectifs et les intérêts en jeu et à assurer le large soutien politique de l'électorat qui est nécessaire;

9. Accroître les efforts conjoints de l'UE et de l'OTAN afin de soutenir plus efficacement les opérations de maintien de la paix menées par l'UA et l'ONU au Darfour;

10. Examiner sérieusement la demande du gouvernement géorgien d'envoi d'une mission d'observation de l'UE à la frontière entre la Géorgie et la Russie;

11. Publier une première estimation des résultats de la Mission d'assistance de l'UE à la frontière entre la Moldova et l'Ukraine, y compris le segment transnistrien, lancée le 30 novembre 2005;

12. Fournir au public davantage d'informations sur le développement concret de la coopération entre l'UE et les Nations unies dans le domaine de la gestion des crises et sur les activités du Comité directeur UE-Nations unies;

13. Prendre, de concert avec l'OTAN, des mesures sérieuses pour surmonter les difficultés persistantes à développer le dialogue entre l'UE et l'OTAN au-delà des accords " Berlin plus " et créer un véritable partenariat stratégique entre les deux organisations;

14. Engager des discussions approfondies en vue de permettre l'utilisation des instruments de la PESD non seulement à l'extérieur, mais aussi à l'intérieur du territoire des Etats membres de l'UE;

15. Examiner les propositions qui ont été faites pour assister le Haut représentant d'un adjoint qui serait spécialement

chargé du renforcement de la défense européenne et deviendrait également Secrétaire général de l'UEO;

16. Prendre une initiative en vue de créer une vision commune à laquelle s'identifient tous les pays et citoyens européens pendant la période d'incertitude quant au sort du Traité constitutionnel sur l'Union européenne et de faire adopter par le Conseil européen une déclaration politique solennelle sur l'établissement d'un pacte entre les pays européens définissant les principes sur la base desquels les Etats membres manifesteraient leur détermination d'agir;

17. S'assurer qu'un tel pacte soit fondé sur tous les traités existants qui concourent à l'intégration européenne, dont le Traité de Bruxelles modifié, de manière à créer un large cadre politique dans lequel des projets concrets pourraient être encouragés, tout en laissant une plus grande flexibilité quant au choix du cadre conventionnel approprié,

II. RECOMMANDE AU CONSEIL

(a) De s'efforcer activement, sur la base de sa réponse à la Recommandation n° 767, de soutenir l'Assemblée dans ses démarches pour créer un partenariat avec les commissions parlementaires nationales et le Parlement européen en vue de surveiller et de soutenir l'action entreprise au sein des institutions européennes en matière de sécurité et de défense et d'assurer un lien essentiel avec les citoyens et l'opinion publique;

(b) D'aider l'Assemblée à obtenir son inclusion dans le système de consultation et d'échange d'informations de l'UE entre l'exécutif européen et les instances parlementaires compétentes.

N. B. Traduzione non ufficiale

Raccomandazione n. 776 (*)

Sulle nuove sfide di una politica estera, di sicurezza e di difesa comune europea — Risposta alla relazione annuale del Consiglio

L'ASSEMBLEA,

(i) Rallegrandosi della sollecita trasmissione della seconda parte della Cinquantunesima relazione annuale del Consiglio all'Assemblea che, malgrado sia limitata nei contributi ha il merito di riconoscere il ruolo svolto dall'Assemblea nello stimolare il dibattito, nel fornire informazione e rafforzare la legittimità delle decisioni nazionali a favore di una PESD attiva e di contribuire ad accrescere la consapevolezza del grande pubblico circa il ruolo svolto dall'UE per la sicurezza dei suoi cittadini;

(ii) Rallegrandosi, inoltre, della tempestiva trasmissione delle risposte del Consiglio alle Raccomandazioni da n° 767 a 775, delle quali molte hanno un contenuto più sostanziale che in passato;

(iii) Rammaricandosi, tuttavia, che a giudicare dalla sua risposta alla Domanda Scritta n° 393, il Consiglio non sembra avere l'intenzione di riprendere il dibattito sul ricorso alla dissuasione nucleare con-

tro i paesi che sostengono il terrorismo e sull'idea di creare una forza di dissuasione nucleare europea, che il Presidente francese ha rilanciato nel suo discorso del 19 gennaio 2006, mentre diversi uomini politici, sia in Francia sia nel Regno Unito, hanno sottolineato l'importanza di iniziare un dibattito politico sul ruolo futuro della dissuasione nucleare;

(iv) Preoccupata dalle persistenti minacce derivanti dal terrorismo internazionale e dallo sviluppo e proliferazione delle armi di distruzione di massa (ADM) e dei loro vettori, in modo particolare per quanto concerne l'Iran visto il suo attivo sostegno alle azioni terroriste, i suoi tentativi di dissimulare i reali obbiettivi che si celano dietro le sue ambizioni nucleari, il discorso aggressivo pronunciato dai suoi dirigenti e lo sviluppo delle sue capacità in materia di missili;

(v) Congratulandosi con l'UE-3 e con i membri permanente del Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite per aver concordato un nuovo pacchetto come base per la ripresa dei negoziati con l'Iran che è stato positivamente accettato al momento della presentazione a Teheran all'inizio di giugno;

(*) Adottata dall'Assemblea il 19 giugno 2006 alla prima seduta sulla base del progetto di raccomandazione emendata.

(vi) Ricordando che è di primaria importanza mantenere l'unità della comunità internazionale, in seno al Consiglio di Sicurezza delle Nazioni Unite e, in modo particolare, in seno all'Unione Europea, al momento in cui si dovesse decidere sulle misure da prendere nel caso in cui non andassero a buon fine gli sforzi volti a trovare una soluzione diplomatica al conflitto con l'Iran;

(vii) Consapevole che le recenti dispute sulle forniture di gas che hanno opposto la Russia ad alcuni membri della Comunità degli Stati Indipendenti, e una possibile nuova crisi nella regione del Golfo, non fanno che rafforzare la tendenza a considerare sempre più i problemi del futuro approvvigionamento energetico dell'Europa dal punto di vista della sicurezza;

(viii) Rallegrandosi dell'approccio adottato dal Consiglio Europeo, che tende a cercare soluzioni di cooperazione universali nel settore energetico, associando paesi consumatori e paesi produttori, e a diversificare gli approvvigionamenti energetici aprendo il Trattato sulla Carta dell'energia a nuovi firmatari e concludendo i negoziati sul Protocollo relativo al « Energy Charter Transit »;

(ix) Sottolineando quanto sia importante, per la stabilizzazione dei Balcani occidentali, che l'Unione continui a garantire che le loro prospettive di adesione non siano state messe in discussione dalla crisi costituzionale che sta attraversando l'UE;

(x) Tenendo comunque presente che è fondamentale risolvere i gravi problemi politici, economici e di sicurezza legati alla criminalità organizzata in tutti i paesi della regione, che sta divenendo la fonte principale di attività criminali nei paesi membri dell'UE;

(xi) Convinta che la piena cooperazione con il Tribunale criminale internazionale dell'Aia rappresenti la condizione *sine qua non* del perseguimento del processo di pre-adesione in tutti i paesi dei Balcani

occidentali e approvando, dunque, la decisione dell'UE di sospendere i negoziati per un accordo di stabilizzazione e di associazione con la Serbia ed il Montenegro a causa del mancato arresto da parte di Belgrado del Generale Ratko Mladic e di Radovan Karadzic;

(xii) Plaudendo allo svolgimento del referendum sull'indipendenza del Montenegro, nonché al successivo riconoscimento e all'offerta da parte dell'UE, il 12 giugno, di un percorso negoziale separato;

(xiii) Sottolineando l'importanza, in vista dei negoziati in corso sul futuro status del Kosovo, dell'attuazione del mandato affidato alla Presidenza austriaca per dare inizio ai preparativi di una nuova missione della PESD, in tale provincia, in cooperazione con la NATO;

(xiv) Prendendo nota della risposta dettagliata fornita dal Consiglio alla Raccomandazione n° 768, nella quale esso informa l'Assemblea di diverse attività dell'UE nel quadro della strategia dell'UE per l'Africa, peraltro delusa di constatare che tale risposta non contenga informazioni circa lo stato dei preparativi in vista di una nuova operazione autonoma dell'UE (EUFOR RD Congo) nella Repubblica Democratica del Congo (RDC), che dovrà essere lanciata a seguito della richiesta espressa dalle Nazioni Unite il 27 dicembre 2005, volta a garantire la sicurezza durante le prossime elezioni previste in questo paese;

(xv) Sottolineando che una tale operazione, comportando rischi importanti e lasciando questioni essenziali irrisolte, necessita di un solido sostegno parlamentare e pubblico, e che l'incapacità delle autorità competenti a fornire appropriate informazioni ai parlamentari sul relativo processo decisionale, sia a livello europeo che a livello nazionale, è assolutamente inaccettabile e rappresenta un esempio concreto del deficit democratico nel settore della PESD;

(xvi) Preoccupata del persistere di una situazione umanitaria disastrosa nella pro-

vincia del Darfour in Sudan, che esige che l'UE e la NATO intensifichino i propri sforzi comuni per sostenere più efficacemente le attività di peace-keeping della UA e dell'ONU nella regione;

(*xvii*) Constatando con preoccupazione il modo in cui qualsiasi opposizione democratica venga repressa in Bielorussia e il fatto che, sia prima che dopo i risultati delle « elezioni » presidenziali del 19 marzo 2006, questo paese rimanga una delle ultime dittature in Europa;

(*xviii*) Preoccupata circa le difficili relazioni tra Russia e numerosi paesi membri della Comunità degli Stati Indipendenti (CEI), in modo particolare la Georgia, dove la situazione in Ossezia del Sud e in Abkhazia rimane molto delicata;

(*xix*) Sottolineando l'importanza di monitorare accuratamente ulteriori sviluppi in Transnistria e di valutare i risultati della Missione d'assistenza dell'UE alla frontiera tra Moldavia e Ucraina lanciata il 30 novembre 2005;

(*xx*) Sottolineando l'importanza di seguire più da vicino l'evoluzione della cooperazione tra l'UE e l'ONU alla luce del distacco di un ufficiale di collegamento dell'UE presso la sede delle Nazioni Unite a New York e di valutare le consultazioni ordinarie in seno al Comitato direttivo UE-ONU al fine di essere informati tempestivamente su eventuali richieste da parte dell'ONU riguardanti le operazioni della PESD;

(*xxi*) Profondamente convinta che i problemi posti dall'attuazione di un partenariato strategico tra l'UE e la NATO debbano essere studiati approfonditamente per evitare qualsiasi competizione e sormontare gli ostacoli istituzionali e politici che impediscono di instaurare una relazione di cooperazione costruttiva tra le due organizzazioni;

(*xxii*) Convinta che il rilancio del dibattito su ulteriori limiti all'allargamento del-

l'UE nell'attesa della messa a punto definitiva delle riforme istituzionali dell'UE non debba impedire la piena partecipazione dei paesi candidati e dei membri europei della NATO non membri dell'UE alla cooperazione europea in materia di sicurezza, alle strutture della PESD ed alle operazioni organizzate nel quadro della PESD;

(*xxiii*) Riconoscendo gli innegabili e costanti progressi effettuati dall'UE nello sviluppare gli strumenti della PESD — quali i principali obiettivi militari e civili, il concetto di raggruppamento tattico, l'Agenzia Europea di Difesa (AED) e la Cellula civile-militare dell'UE — e la gestione di 11 missioni PESD in diverse regioni;

(*xxiv*) Preoccupata, tuttavia, dalle persistenti difficoltà ad accordarsi sull'obiettivo stesso della PESD e sulla sua portata geografica, oltre che sulla adeguatezza dei finanziamenti e sul controllo democratico del proprio meccanismo di finanziamento;

(*xxv*) Constatando la grossa mole di lavoro dell'Alto Rappresentante e Segretario Generale dell'UEO e i molteplici compiti che gli competono nel settore della PESC e della PESD;

(*xxvi*) Rammaricandosi della scarsa consapevolezza dell'opinione pubblica dell'importanza e delle implicazioni degli impegni militari e civili dell'UE nel campo della PESD per il benessere dei cittadini e nell'interesse della loro futura sicurezza;

(*xxvii*) Convinta che finché la questione del dibattito in corso circa la crisi costituzionale dell'UE rimane incerta, è necessario che tutti i paesi europei siano uniti da una visione comune e sviluppino uno spirito di solidarietà poiché è proprio su tali basi che essi potranno attuare politiche concrete e azioni comuni che permettano all'Europa di affrontare la sfida di questo secolo mantenendo e difendendo la propria posizione nel mondo;

(*xxviii*) Convinta, inoltre, della necessità, in questo periodo, di un solido par-

tenariato tra tutti i parlamenti nazionali, l'Assemblea dell'UEO ed il Parlamento europeo, volto a sorvegliare e sostenere le disposizioni prese in seno alle istituzioni europee e a livello intergovernativo sulle questioni vitali in materia di sicurezza e di difesa e ad assicurare un legame essenziale tra i cittadini e l'opinione pubblica,

I. RACCOMANDA AL CONSIGLIO DI INVITARE I PAESI UEO A:

1. Fornire un sostegno concertato ad una soluzione diplomatica al conflitto con l'Iran riguardante il suo programma nucleare sulla base di proposte globali sottoposte a questo paese, all'inizio di giugno da Francia, Germania, Regno Unito, Cina, Federazione Russa e Stati Uniti;

2. Adottare, in coordinamento con la NATO, un piano di contingenza da applicare nel caso in cui non si riuscisse ad arrivare ad una soluzione diplomatica al conflitto con l'Iran ed informare regolarmente tutte le istituzioni parlamentari nazionali ed europee competenti sulla sua evoluzione;

3. Incoraggiare l'Unione Europea a continuare la sua ricerca verso soluzioni di cooperazione universale nel settore energetico associando i paesi consumatori ai paesi fornitori e sollecitare la Russia a ratificare il « Energy Charter Treaty » del 1998;

4. Esortare la Bulgaria e la Romania a compiere ulteriori sforzi per soddisfare i criteri di adesione stabiliti dall'Unione europea che ancora non sono stati raggiunti, in modo da poter aderire all'Unione dal 1 gennaio 2007, ed impegnare tutti i paesi membri dell'UE che non l'abbiano ancora fatto, a ratificare i trattati di adesione all'UE della Bulgaria e della Romania;

5. Chiedere a tutti gli stati della regione di collaborare pienamente con il Tribunale penale internazionale per l'ex Jugoslavia ed in particolare sollecitare la Serbia a

prendere ulteriori misure per rendere possibile l'arresto e la consegna di Ratko Mladic e di Radovan Karadzic al Tribunale Internazionale dell'Aia;

6. Chiarire in tempo utile il ruolo che potrà essere assegnato alla PESD in Kosovo e le modalità di cooperazione con la NATO;

7. Assicurarci che la missione UE nella Repubblica Democratica del Congo (EUFOR DR Congo) sia realizzata con successo per contribuire a stabilizzare questo importante paese dell'Africa centrale dopo anni di guerra brutale;

8. Assicurarci inoltre che i parlamenti e l'opinione pubblica siano, in futuro, meglio informati riguardo la preparazione di missioni di questo genere in modo da capire più chiaramente gli obiettivi e gli interessi in gioco al fine di assicurare il necessario ampio sostegno politico dell'elettorato;

9. Potenziare gli sforzi congiunti dell'UE e della NATO al fine di sostenere più efficacemente le operazioni di peace-keeping condotte dalla UA e dall'ONU nel Darfur;

10. Dare seria considerazione alla richiesta sottoposta dal Governo della Georgia alla UE di inviare una missione di osservazione dell'UE alla frontiera tra Georgia e Russia;

11. Pubblicare una prima valutazione dei risultati della Missione di assistenza della UE alla frontiera tra Moldavia ed Ucraina, compreso il segmento transnistriano, lanciata il 30 novembre 2005;

12. Fornire all'opinione pubblica ulteriori informazioni sullo sviluppo concreto della cooperazione tra l'UE e le Nazioni Unite nel settore della gestione delle crisi e sulle attività del Comitato Direttivo UE-ONU;

13. Adottare, assieme alla NATO, misure efficaci per sormontare le persistenti difficoltà incontrate nello sviluppo del dialogo tra l'UE e la NATO, al di là degli accordi di « Berlino più », e creare un vero e proprio partenariato strategico tra le due organizzazioni;

14. Intraprendere discussioni approfondite volte a permettere l'utilizzo degli strumenti della PESD non solo all'esterno, ma anche all'interno del territorio degli Stati membri dell'UE;

15. Considerare le proposte che sono state avanzate di affiancare l'Alto Rappresentante con un vice incaricato specificamente del rafforzamento della difesa europea, il quale dovrebbe anche diventare Segretario generale della UEO;

16. Adottare un'iniziativa volta a creare una visione comune con la quale possano identificarsi tutti i paesi ed i cittadini europei durante il periodo di incertezza riguardante il Trattato costituzionale dell'Unione europea ed a far adottare dal Consiglio europeo una dichiarazione politica solenne che promuova un patto tra i paesi europei e che definisca i principi in base ai quali gli Stati membri dovrebbero

manifestare la loro determinazione ad agire;

17. Assicurarsi che un tale patto sia fondato su tutti i trattati esistenti che sono a sostegno dell'integrazione europea, compreso il Trattato di Bruxelles modificato, in modo da creare un ampio quadro politico nel quale progetti concreti potrebbero essere incoraggiati lasciando più flessibilità nella scelta del quadro convenzionale appropriato;

II. RACCOMANDA AL CONSIGLIO:

a. Di sostenere attivamente l'Assemblea, sulla base della sua risposta alla Raccomandazione n° 767, nei suoi sforzi volti a creare un partenariato con i comitati parlamentari nazionali ed il Parlamento Europeo per controllare e sostenere l'azione intrapresa in seno alle istituzioni europee in materia di sicurezza e di difesa ed assicurare un indispensabile raccordo con i cittadini e l'opinione pubblica;

b. Di aiutare l'Assemblea ad essere inclusa nel sistema di consultazione e di scambio di informazioni dell'UE tra l'esecutivo europeo e le istanze parlamentari competenti.